



Direction Régionale de l'Industrie
de la Recherche et de l'Environnement
<http://www.poitou-charentes.drire.gouv.fr>
Groupe de subdivisions de la Charente

Nersac, le 8 juillet 2009

**OBJET : INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

Référence : JG/MC -09/347
P:\EIRME\ICPE Rapports\0913 R Schneider I Espagnac APC suite BF.doc

**Société SCHNEIDER ELECTRIC
Zone industrielle n° 3
16340 L'ISLE D'ESPAGNAC**

Objet : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire
suite au bilan de fonctionnement

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

I – Objet du présent rapport

La société Schneider Electric SA dont le siège social sise au 40 avenue Morizet – 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT exploite zone industrielle n° 3 – 16340 L'ISLE D'ESPAGNAC, un établissement spécialisé dans la fabrication de pièces en alliage de zinc, dont les activités sont réglementées par un arrêté préfectoral en date du 14 juin 1999, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 février 2007.

En application de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié, l'établissement Schneider Electric est soumis à l'élaboration d'un bilan de fonctionnement.

Le bilan de fonctionnement doit permettre au préfet de réexaminer et, si nécessaire d'actualiser les conditions de l'autorisation, afin que les prescriptions tiennent compte de l'efficacité des Meilleures Techniques Disponibles (MTD), conformément aux dispositions de l'article R. 512-28 du Code de l'environnement.

Par courrier en date du 9 août 2007, le bilan de fonctionnement de l'établissement Schneider Electric a été remis à Mr Le Préfet de Charente.

L'analyse du fonctionnement de l'installation au cours de la période décennale passée, en particulier la **conformité de l'installation vis-à-vis des arrêtés ministériels et préfectoraux** applicables, les **évolutions des flux des émissions**, l'accidentologie, a été examinée au regard de la réglementation en vigueur, et notamment de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 et des MTD relatives au secteur du traitement de surface.

L'objet du présent rapport est de faire le point sur l'analyse de ce document et d'émettre un avis afin de proposer à Monsieur le Préfet de Charente les suites qu'il convient d'y donner. Il propose à Monsieur le Préfet de soumettre à l'avis des membres du CODERST un projet d'actualisation des prescriptions imposées à la société Schneider Electric.

II – Examen du bilan de fonctionnement

II.1 – Situation administrative de l'établissement

1. Présentation

Dans son bilan de fonctionnement, ainsi que dans un courrier adressé à Monsieur le Préfet en date du 17 juin 2009, l'exploitant a présenté les caractéristiques de ses installations en les comparant aux seuils de déclaration et d'autorisation. Il ressort de cette analyse qu'une actualisation du tableau de classement de l'arrêté préfectoral du 14 juin 1999 est nécessaire. Le tableau ci-après présente les rubriques de classement pour lesquelles les volumes autorisés ou le classement sont modifiés.

| Rubrique | Activités | Capacité autorisée dans l'AP du 14/06/1999 | Capacité actuelle | Nouveau classement | Situation administrative et commentaires |
|----------|--|--|-------------------|--------------------|--|
| 1111.2.b | Emploi ou stockage de substances ou préparations très toxiques. Substances et préparations liquides : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 20 t | 5 t | 0 t | / | Suppression de rubrique |
| 1131.2.b | Emploi ou stockage de substances ou préparations toxiques. Substances et préparations liquides : la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 10 t mais inférieure à 200 t. | 10,86 t | 16,4 t | A | Pas de changement de classement Transfert des quantités de produits de la rubrique 1111.2.b. à 1131.2.b. |
| 2565.2.a | Traitement des métaux et matières plastiques pour le dégraissage, le décapage, la conversion, le polissage, la métallisation, etc... par voie électrolytique, chimique ou par emploi de liquides halogénés. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium), le volume des cuves de traitement de mise en œuvre étant supérieure à 1 500l. | 50 215 l | 30 881 l | A | Pas de changement de classement Diminution du volume, suite à la suppression de baignoires et au recalcul des volumes. |
| 1180.1 | Polychlorobiphényles, polychloroterphényles, utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés ou stockage de produits neufs contenant plus de 30 l de produits | 550 l | 0 | / | Evacuation des matériels contenant du PCB, conformément au courrier de l'exploitant à Monsieur le préfet en date du 10 décembre 2001 et au courrier des services de la préfecture à l'exploitant en date du 7 mars 2002 : rubrique supprimée |
| 2560.2 | Travail mécanique des métaux et alliages, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 50 kW mais inférieure à 500 kW. | 100 kW | 304 kW | D | Pas de changement de classement |
| 2575 | Emploi de matières abrasives telles que sables corindons, grenailles métalliques, etc... sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage. La puissance installée des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW. | 54,8 kW | 125 kW | D | Pas de changement de classement |
| 1111.1.c | Emploi ou stockage de substance ou préparation très toxiques. Substances et préparations solides : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 kg mais inférieure à 1 t. | 750 kg | 820 kg | DC | Pas de changement de classement |
| 1432.2.b | Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : b) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m3 mais inférieure ou égale à 100 m3 | / | 12,7 m3 | D | Bénéfice de l'antériorité |

| Rubrique | Activités | Capacité autorisée dans l'AP du 14/06/1999 | Capacité actuelle | Nouveau classement | Situation administrative et commentaires |
|-----------|---|--|-------------------|--------------------|--|
| 2661.1 b | Emploi ou réemploi de matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques par des procédés exigeant des conditions particulières de température et de pression (extrusion, infection...). La quantité de matière susceptible d'être traitée étant supérieure ou égale à 1t/j mais inférieure à 10 t/j. | 2t/j | 0 | / | Suppression de rubrique |
| 2662.1.b | Stockage de matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques. Polyoléfines, polystyrène, polyesters, polycarbonates caoutchouc et élastomères. Le volume étant supérieur ou égal à 100 m3, mais inférieur à 1000 m3 | 150 m3 | 0 | / | Suppression de rubrique |
| 2662.2.b | Stockage de matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques autres plastiques, polymères, caoutchouc, élastomères etc... Le volume étant supérieur ou égal à 20 m3, mais inférieur à 200 m3 | 150 m3 | 0 | / | Suppression de rubrique |
| 253 | Dépôts aériens de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) représentant une capacité nominale supérieure à 10 m3 mais inférieure ou égale à 100 m3. | 12,7 m3 | 0 | / | Suppression de rubrique |
| 1131.1 | Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) 1. substances et préparations solides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 5 tonnes | 950 kg | 780 kg | NC | Pas de changement de classement |
| 1200.2.c. | Combustibles (emploi ou stockage de substances ou préparations). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 t | 4,02 t | 0,71 t | NC | Diminution de capacité. |
| 1433 | Installation de mélange ou d'emploi de liquides inflammables. | 0,257 t | 2,94 t | NC | Pas de changement de classement |
| 1220 | Oxygène (emploi et stockage de l') | | 12 kg | NC | Bénéfice de l'antériorité |
| 1418 | Acétylène (stockage ou emploi de l') | / | 15 kg | NC | Bénéfice de l'antériorité |
| 1530 | Bois, papier, carton ou matériaux combustibles analogues (dépôts de) | / | 71 m3 | NC | Bénéfice de l'antériorité |
| 1630 | Emploi ou stockage de lessives de soude ou potasse caustique. Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 tonnes. | 15,27 t | 12,27 t | NC | / |

(*) A : autorisation D : déclaration DC : déclaration avec contrôle périodique NC : non classé

2. Analyse de l'inspection des installations classées sur les principales modifications apportées

Les rubriques modifiées font l'objet d'une mise à jour dans la proposition d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint. Ces modifications ne sont pas notables, au sens de l'article R. 512-33 du Code de l'Environnement. En effet, elles ne présentent pas de dangers ou inconvénients nouveaux pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, par rapport aux installations régulièrement autorisées dans l'arrêté préfectoral du 14 juin 1999.

II.2 – Positionnement des installations par rapport aux meilleures techniques disponibles

Schneider Electric entre dans le champ de la directive IPPC (Integrated Pollution Prevention and Control / prévention et réduction intégrées de la pollution), et sa transcription en droit français via l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié, au titre de ses installations de traitement de surface.

Dans son bilan de fonctionnement, l'exploitant a positionné ses installations par rapport aux meilleures techniques disponibles (MTD) décrites dans les documents BREF suivants :

- Prévention et réduction intégrée de la pollution, aspects économique et effets multi-milieux,
- Principes généraux de surveillance
- Traitement de surface
- Fonderie
- Traitement de surface utilisant des solvants organiques.

Schneider Electric met en œuvre les MTD dans la plupart des domaines.

Les valeurs limites d'émission définies dans le projet d'arrêté préfectoral ci-joint formalisent les niveaux d'émission atteints par l'exploitant grâce à la mise en place des meilleures techniques disponibles, notamment en ce qui concernent les rejets de poussières.

II.3 – Rejets aqueux: calcul des concentrations et des flux maximum autorisés

1. Consommation d'eau

Conformément à l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, la consommation d'eau ne doit pas excéder 8 litres par m2 de surface traitée par fonction de rinçage.

Les installations de traitement de surface de Schneider Electric disposent des lignes de traitement de surface suivantes :

- « chaîne chromage » : surface traitée : 127 500 m2 en 2008, nombre de fonctions de rinçage : 7
- « chaîne chromatisation » : surface traitée : 166 400 m2 en 2008, nombre de fonctions de rinçage : 2

Ce qui correspond à un volume d'eau consommée en 2008 de près de 4000 m3 et une consommation spécifique de 3,2 litres d'eau par m2 de surface traitée par fonction de rinçage.

Le volume maximal journalier d'eau rejetée, proposé dans le projet d'arrêté ci-joint, est ainsi de 22 m3/j, soit une diminution par deux du volume maximal journalier rejeté autorisé dans l'arrêté préfectoral du 14 juin 1999. Cette diminution a été rendue possible par les efforts faits par l'industriel en termes de consommation d'eau.

Le rejet de la station de détoxification est raccordé à la station d'épuration urbaine d'Angoulême.

2. Valeurs limites d'émission

Le tableau ci-après propose de réactualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral en vigueur afin de les mettre en conformité à l'arrêté ministériel du 30 juin 2006.

Pour les installations de traitement de surface, l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 vaut conformité à la directive IPPC.

Le flux autorisé est calculé à partir des valeurs limites d'émission en concentration de l'arrêté ministériel et du débit maximal de rejet autorisé.

Les valeurs limites proposées dans l'arrêté préfectoral ci-joint reprennent les valeurs de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 et celles de la convention de raccordement en date du 19 mai 2006 ,entre Schneider Electric et la COMAGA.

| | AP du 14 juin 1999 | | Proposition d'APc | |
|---------------------------|--|---|--|---|
| Débit de référence | Journalier : 44 m3/j Horaire : 2 m3/h | | Journalier : 22 m3/j Horaire : 2 m3/h | |
| Paramètre | Concentration moyenne journalière (mg/l) | Flux maximal journalier (kg/j) ou flux maximal spécifique | Concentration moyenne journalière (mg/l) | Flux maximal journalier (kg/j) ou flux maximal spécifique |

| | | | | |
|----------------------|-----|-------|---------------------------|--------|
| MES | 30 | 1,5 | 30 | 0,66 |
| DCO | 500 | 24 | 500 | 11 |
| Nt | | | 150 | 3,3 |
| P | 10 | 15 | 10 | 0,22 |
| Hydrocarbures totaux | 5 | | 5 | 0,15 |
| AOX | | | 5 si flux > 10 g/l | 0,11 |
| F | 25 | 1 | 25 15 si flux > 30 g/l | 0,33 |
| Zn | 5 | 0,1 | 3 | 0,05 |
| Fe | 5 | 5 | 5 | 0,11 |
| Al | 5 | 5 | 5 | 0,11 |
| Cu | 2 | 2 | 2 | 0,044 |
| CN | 0,1 | 0,001 | 0,1 | 0,0005 |
| Cr ^{VI} | 0,1 | 0,002 | 0,1 | 0,001 |
| Cr total | 3 | 0,06 | 3 | 0,03 |
| Cr III | | | 2 | 0,044 |
| Ni | | | 2 si flux > 4 g/l | 0,044 |

En gras, les modifications apportées.

3. Autosurveillance

L'autosurveillance sur les rejets aqueux est adaptée aux nouveaux paramètres à surveiller.

II.4 – Rejets atmosphériques: calcul des concentrations et des flux maximum autorisés

1. Valeurs limites d'émission

Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint propose une réactualisation des prescriptions sur les rejets atmosphériques.

En ce qui concernent les installations de traitement de surface, cette réactualisation vise à une mise en conformité avec l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 :

Installations de traitement de surface :

| CHROMAGE (repère A) | AP du 14 juin 1999 | | Proposition d'APc | |
|---|-------------------------------------|-----------------------------|-------------------------------------|-----------------------------|
| Débit de référence | 53 000 Nm ³ /h | | 53 000 Nm ³ /h | |
| Paramètre | Valeur limite (mg/Nm ³) | Flux maximal autorisé (g/l) | Valeur limite (mg/Nm ³) | Flux maximal autorisé (g/l) |
| Concentration en O ₂ de référence | 21% | / | 21% | / |
| Acidité exprimé en H ⁺ | 0,5 | / | 0,5 | 636 |
| Cr Total | 1 | / | 1 | 1 272 |
| Cr VI | 0,1 | / | 0,1 | 127 |
| NO _x en équivalent NO ₂ | 100 | / | 100 | 127 200 |
| SO ₂ | / | / | 100 | 127 200 |
| NH ₃ | / | / | 30 | 38,2 |
| HF en F | 5 | / | 2 | 2 544 |
| Cyanures alcalins exprimé en OH ⁻ | 0,1 | / | 0,1 | 127 |

| Préparation de surface (repère B) | AP du 14 juin 1999 | | Proposition d'APc | |
|--|-------------------------------------|-----------------------------|-------------------------------------|-----------------------------|
| Débit de référence | 20 000 Nm ³ /h | | 20 000 Nm ³ /h | |
| Paramètre | Valeur limite (mg/Nm ³) | Flux maximal autorisé (g/l) | Valeur limite (mg/Nm ³) | Flux maximal autorisé (g/l) |

| | | | | |
|---|-----|---|-----|--------|
| Concentration en O ₂ de référence | 21% | / | 21% | / |
| Acidité exprimée en H ⁺ | 0,5 | / | 0,5 | 240 |
| Cr Total | 1 | / | 1 | 480 |
| Cr VI | 0,1 | / | 0,1 | 48 |
| NO _x en équivalent NO ₂ | / | / | 200 | 96 000 |
| SO ₂ | / | / | 100 | 48 000 |
| NH ₃ | / | / | 30 | 14 400 |
| HF en F | 5 | / | 2 | 960 |
| Métaux (Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+Pb+V+Zn) | 5 | / | 5 | 2 400 |

Installations de moulage zamac :

Le four de refusion, correspondant au repère L, a été déposé en 2006.

| Grenailleuse (repères R et T) | AP du 14 juin 1999 | | Proposition d'APc | |
|--|-------------------------------------|-----------------------------|---|---------------------------------------|
| Débit de référence | / | | Cheminée R : 620 Nm ³ /h Cheminée T : 2700 Nm ³ /h | |
| Paramètre | Valeur limite (mg/Nm ³) | Flux maximal autorisé (g/j) | Valeur limite (mg/Nm ³) | Flux maximal autorisé (g/j) |
| Concentration en O ₂ de référence | / | / | 21% | / |
| Poussières | / | / | 20 | Cheminée R : 300 Cheminée T : 1300 |

Installations de peinture :

Pour toutes les installations de peinture, la valeur limite d'émission des poussières proposée dans le projet d'arrêté préfectoral ci-joint est de 5 mg/Nm³ au lieu de 100 mg/Nm³ précédemment autorisés, conformément aux niveaux limites d'émission atteignables par la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles.

L'installation de décapage des balancelles (repère P), ainsi que celle de moulage thermoplastique sont arrêtées.

En ce qui concerne les rejets de COV, l'exploitant a fait le choix d'un schéma de maîtrise des émissions, conformément à la possibilité donnée par l'article 27 de l'arrêté du 2 février 1998.

Conformément à la circulaire du 23 décembre 2003, pour un revêtement sur des supports autres que textiles, tissus, plastique..., l'émission annuelle cible est définie par le calcul suivant :

- si la consommation de solvant est supérieure à 15 tonnes/an : $0,25 \times 1,5 = 0,375$ kg de COV émis par kg d'extraits secs utilisé dans l'année en cours
- si la consommation de solvant est inférieure à 15 tonnes/an : $0,4 \times 1,5 = 0,6$ kg de COV émis par kg d'extraits secs utilisé dans l'année en cours

La consommation de solvant prévisionnelle pour l'année 2009 est de 9,5 tonnes, c'est ainsi le deuxième calcul qui s'applique.

Ces valeurs sont formalisées dans la proposition d'arrêté préfectoral ci-joint.

2. Autosurveillance

L'autosurveillance est adaptée aux nouvelles prescriptions définies ci-avant.

III - Action de Recherche et de Réduction des Rejets de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE)

Suite à l'adoption de la Directive Cadre sur l'eau 2000/60/CE du 23 octobre 2000, le Ministère en charge de l'environnement a mis en œuvre une action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau par les installations classées (RSDE).

En application de la circulaire du 5 janvier 2009, l'établissement SCHNEIDER ELECTRIC est concerné de la manière suivante par cette action :

- Etablissement soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 juin 2004, relevant du champ de la directive IPPC ,
- Etablissement soumis à autorisation exerçant les activités industrielles suivantes : industrie du traitement de surface

En conséquence, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint prescrit :

- Une **surveillance initiale** des substances représentatives du secteur d'activité de l'établissement,
Cette liste de substances a été établie au niveau national après examen des résultats des mesures effectuées dans les rejets aqueux des établissements de même secteur d'activité, pendant la première phase de l'action nationale RSDE.
- La remise d'un **rapport d'analyses** par l'exploitant qui permettra de déterminer quelles substances doivent être surveillées de façon pérenne sur le site,
- Ainsi que le cas échéant, une **surveillance pérenne** des substances qui seront jugées comme pertinentes au vu des résultats de la surveillance initiale,
- La réalisation, le cas échéant, par l'exploitant d'une **étude technico-économique** accompagnée d'un échéancier de réduction ou suppression des émissions de certaines substances pertinentes,
- La remise par l'exploitant d'un **rapport d'analyses** qui permettra de déterminer quelles substances doivent être abandonnées suite, notamment, à une amélioration de la qualité des rejets.

IV - Avis et conclusion

Compte tenu de ce qui précède, nous proposons à Mr Le Préfet, en application de l'article R 512-31 du code de l'environnement d'imposer les dispositions précitées par arrêté préfectoral complémentaire (projet ci-joint), qui devra faire l'objet d'une présentation devant le CODERST.

Le prochain bilan de fonctionnement sera à remettre avant le 31/12/2017. Toutefois une remise anticipée de ce document pourra être prescrite si les circonstances l'exigent, conformément aux modalités prévues par l'article 3 de l'Arrêté Ministériel du 29 juin 2004 modifié.